

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**RADIO TELEVISION SENEGALAISE
(RTS)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(Avril 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen de la décision de nomination des membres de la Commission des Marchés a permis de noter que son Président, Mr B NDIAYE, a également été désigné Personne Responsable des Marchés par le Directeur Général. Ainsi, Mr Ndiaye signe les marchés avant leur approbation par le Directeur Général. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP car la Personne Responsable des Marchés, au regard de son rôle dans l'achèvement de la procédure tel que précisé par les articles 83 et 84 du CMP, ne peut être membre de la Commission des Marchés et a fortiori en assurer la présidence.
- b) l'examen de l'appel d'offres portant **fourniture et installation de groupes électrogènes, de régulateurs automatiques de tension et d'onduleurs attribué à SALQUE pour le lot N° 1 pour 103 733 800 F CFA et à Richard Equipement pour le lot N° 2 pour 42 879 796 F CFA soit un total marché de 146 613 596 F CFA** a permis de constater plusieurs non conformités. Les exigences en matière de qualification n'ont pas été portées à la connaissance des potentiels candidats dans l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) qui renvoie ces derniers au Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en violation des dispositions de l'article 66-2-e) du CMP. Par ailleurs, le DPAO précise dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base en violation des dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. Ledit article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération, stipulation confortée par l'article 62 du CMP qui précise qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base. Cette succession, entre autres, de non conformités est une illustration d'une appropriation insuffisante de certaines particularités du code par les acteurs de la passation des marchés.
- c) l'examen de l'appel d'offres portant **couverture d'assurance des risques** attribué à SALAMA ASSURANCES pour la Globale Dommage et la Responsabilité Civile pour 9 406 868 F CFA, à CGA pour la Flotte Automobile pour 16 855 258 F CFA, a permis de noter plusieurs non conformités. En effet, l'examen du DAO a permis d'identifier, parmi les critères de qualification, l'exigence d'une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches. Il s'agit d'un critère excessivement restrictif susceptible de constituer une entrave au libre accès à la commande publique. L'exigence d'une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches est discriminatoire car les traités de réassurance peuvent parfaitement ne pas couvrir tous les risques à 100% ; il convient pour la Compagnie d'envisager, affaire par affaire, en fonction des besoins de couverture en réassurance, soit la coassurance, soit un dégagement en facultative pour des risques spéciaux non couverts par les traités.

Parmi les critères de jugement des offres figurent, entre autres critères, la marge de solvabilité et la couverture des engagements règlementés sans aucune précision sur les modalités d'application et d'appréciation de ces grandeurs. Aucune précision n'est non plus donnée sur les valeurs de référence par rapport auxquelles ces ratios sont appréciés, sur les branches à considérer vu que l'exigence minimale de marge de solvabilité est déterminée en fonction des branches exercées, sur leurs poids respectifs dans l'évaluation globale de l'offre.

La garantie de soumission a été fixée globalement dans l'avis d'appel d'offres alors qu'elle doit être déterminée pour chacun des lots constitutifs du marché ; par ailleurs, la même observation relative aux mentions obligatoires à inscrire dans les AAO évoquée au point b) ci-avant vaut également pour ce marché.

Un rajout à la main a été constaté sur les DPAO avec l'inclusion d'un nouveau risque à couvrir à savoir l'assurance voyage ; en procédant de la sorte, l'AC ne s'est pas conformée aux règles en la matière car toute modification des termes du DAO doit faire l'objet d'un rectificatif publié dans les mêmes formes que l'avis d'appel d'offres et transmis à tous ceux qui ont eu à retirer de DAO avant ladite modification.

- d) L'examen du marché portant **acquisition d'équipements audiovisuels et énergie** a permis de déceler plusieurs anomalies :
- le contrat a été souscrit et approuvé le 28 juillet 2011 alors qu'au regard des pièces du dossier, West Point Computer n'avait pas encore fourni la garantie du service après vente, l'agrément du constructeur et l'engagement à former les agents utilisateurs qui constituaient, au vu du procès verbal d'attribution, un préalable à remplir pour la confirmation de ladite attribution du marché. La Commission des Marchés a par la suite confirmé l'attribution provisoire pour ces trois lots à West Point Computer. Sous ce rapport, il convient de noter que la demande d'éclaircissement et l'engagement subséquent de WPC, à travers l'attestation de confirmation établie le 3 novembre 2011 par la Commission des Marchés de la RTS et non par le Candidat lui-même, à assurer la formation sont, à notre avis, inopportuns dès lors qu'il était clairement indiqué dans le DAO que chaque lot comprenait la fourniture, l'installation et la formation et que lesdits lots étaient indivisibles. En conséquence, le montant de l'offre pour chacun des lots pris individuellement est censé couvrir l'ensemble des prestations. Aussi, nous précisons que la demande d'éclaircissement n'a pas pour finalité de rendre une offre conforme ou de la compléter.
 - l'examen du tableau 6 du rapport d'évaluation relatif aux corrections et rabais a permis de constater que les montants Hors Taxes ont été retenus au titre de la correction des erreurs de calcul en lieu et place des montants TTC.
 - l'attestation de confirmation ci-avant mentionnée et établie par la Commission des Marchés stipulant que WPC a produit la garantie de service après vente, l'agrément du constructeur et s'est engagé à former les utilisateurs n'est pas étayée par une demande d'éclaircissement formalisée et une réponse formelle

du soumissionnaire. Pour la formation, nous constatons que le nombre de personnes à former, la durée de la formation tout comme la localisation de la formation ne sont pas précisés dans le DAO alors que ces éléments sont de nature à impacter les prix de l'offre. La modification de l'offre de WPC dans le rapport d'évaluation qui se fonde sur le fait que le prix des services connexes n'a pas été lu à l'ouverture quand bien même le soumissionnaire était représenté à la séance, doit entraîner la nullité de la procédure et la reprise de l'appel d'offres.

- e) l'examen de l'appel d'offres portant **acquisition de matériels informatiques** a permis de constater le non respect des délais d'exécution des opérations de passation et du bon ordre de mise en œuvre des différentes étapes de la passation de marchés. En effet, la Commission des Marchés a dressé son procès verbal d'attribution 28 jours après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe le délai d'attribution à 15 jours maximum après la séance d'ouverture des plis. Ce délai peut exceptionnellement être prorogé de 10 jours sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMP. Cette demande d'autorisation n'a pas été formulée par la RTS qui ne s'est pas conformée à la procédure. L'avis d'attribution définitive a été publié 24 jours avant la signature et l'approbation du contrat et 5 mois avant la notification du marché en violation des dispositions de l'article 85 du CMP. Ledit article 85 dispose que la publicité de l'attribution définitive doit être faite dans les 15 jours suivant la notification du marché. De plus, la notification du marché a été faite quatre mois après l'approbation du marché. Il s'agit probablement d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA.
- f) plusieurs marchés ont été attribués pour des montants supérieurs à leurs dotations budgétaires initiales. Quand bien même l'autorité contractante a établi, pour chacune de ces acquisitions, une attestation d'existence de crédits (AEC), nous n'avons pas obtenu les procès verbaux des délibérations du Conseil d'Administration autorisant la réallocation du budget pour nous prononcer sur la régularité des AEC établies par l'Autorité Contractante. Par ailleurs, en sus de l'autorisation formelle du Conseil d'Administration, le Plan de Passation aurait dû être mis à jour, transmis à la DCMP et les attestations d'existence de crédits établies sur cette base.
- g) le marché portant **acquisition des surfaces sensibles** a été attribué à SIMPAC SARL pour 39 458 964 F CFA. L'examen du DAO a permis de noter qu'il inclut dans les critères de qualification, l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins 2 marchés de nature et de taille similaires.

Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public une expérience

dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché ; l'autorité contractante peut dès lors demander aux candidats des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011).

Les IC (IC39.1) mentionnent par ailleurs que les quantités peuvent être augmentées ou réduites d'un pourcentage maximum de 30%. Ce taux est supérieur à la marge de fluctuation généralement admise qui est de + ou – 15%.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé le rapport annuel prévu par l'article 143 du CMP.

A notre avis, à l'exception des points évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	8
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	10
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	18
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	20
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	22
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	27
2.1	Contexte de l'intervention	28
2.2	Objectifs de la mission	29
2.2.1	Objectifs généraux	29
2.2.2	Objectifs spécifiques	29
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	30
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	33
3	Approche méthodologique mise en œuvre	34
3.1	Revue approfondie des textes de référence	35
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	36
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	37
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	38
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	39
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	40
4	Résultats des travaux	41
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	42
4.1.1	Commission des Marchés	42
4.1.2	Cellule de Passation des Marchés	42
4.1.3	Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	42
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	42
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	43
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	43
4.1.5	Rappel des seuils applicables à la RTS	43
4.2	Examen des marchés	43
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	43
4.2.2	Marchés conclus par Appel d'Offres	46
4.2.3	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	66

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RTS	Radio Télévision Sénégalaise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOO N° F-RTS-007/2011 FOURNITURE ET INSTALLATION DE GROUPE ELECTROGENES, DE REGULATEURS AUTOMATIQUES DE TENSION ET D'ONDULEURS

L'avis d'appel d'offres indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes dans le DAO. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter aux DPAO ». Cette formulation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis d'appel d'offres. L'avis d'appel d'offres ne précise pas non plus que ce marché est composé de deux lots. Cette information est importante car la garantie de soumission est déterminée par lot ;

Les DPAO précisent dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Cette clause du DAO n'est pas conforme aux dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. L'article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient conforter ce point en précisant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base ;

Les fonctions occupées par les membres de la Commission des Marchés au niveau de la structure ne sont pas précisées dans les procès verbaux alors que ces derniers sont désignés intuitu personae d'où la nécessité de donner ces indications dans les actes de nomination ;

Les preuves de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67 alinéa 4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.

L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de constater que tous les critères d'évaluation mentionnés dans le DAO n'ont pas été pris en compte notamment l'expérience de deux missions d'études et de réalisations dans le domaine de la fourniture et de l'installation de matériels électrotechnique de même complexité ;

Aucun document de règlement n'a été joint au dossier. Les BC, facture, BL, PV de réception, l'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas non plus été joints au dossier ;

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 460 du CGI (372 nouveau du CGI). De plus, le délai d'exécution du marché n'est pas précisé dans le contrat relatif au lot 1 attribué à SALQUE en violation de l'article 13 alinéa 6 du CMP qui précise les mentions obligatoires à inscrire dans les contrats ;

Le contrat de Richard Equipement pour le lot 2 n'a pas été versé dans la liasse comptable ;

L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été non plus joints au dossier.

AOO N° F_RTS_006/2011 FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE A LA RTS

Mr Babacar NDIAYE, désigné Personne Responsable des Marchés par décision du Directeur Général, cumule cette responsabilité avec les fonctions de Président de la Commission des Marchés. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP car la Personne Responsable des Marchés, au regard de son rôle dans l'achèvement de la procédure tel que précisé par les articles 83 et 84 du CMP, ne peut être membre de la Commission des Marchés et a fortiori en assurer la présidence ;

La Commission des Marchés a dressé son procès verbal d'attribution du marché 28 jours après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe le délai d'attribution à 15 jours maximum après la séance d'ouverture des plis. Ce délai peut exceptionnellement être prorogé de 10 jours sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMP. Cette demande d'autorisation n'a pas été formulée par la RTS qui ne s'est pas conformée à la procédure ;

L'avis d'attribution définitive a été publié 24 jours avant la signature et l'approbation du contrat et 5 mois avant la notification du marché en violation des dispositions de l'article 85 du CMP. Ledit article 85 dispose que la publicité de l'attribution définitive doit être faite 15 jours suivant la notification du marché. De plus, la notification du marché est faite quatre mois après l'approbation du marché. Il s'agit probablement d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA. La date d'immatriculation du marché n'a pas été inscrite sur le contrat transmis. Pour les lots 1 et 2, la RTS a versé une avance de démarrage de 30% du montant du marché en violation des articles 94 et 96.2 du

CMP.

**AO N° S_RTS_001/2011 COUVERTURE DES RISQUES – LOT N° 1 GLOBALE
DOMMAGE/RESPONSABILITE CIVILE CHEF D'ENTREPRISE – LOT N° 2 FLOTTE AUTOMOBILE**

L'avis d'appel d'offres indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes dans le DAO. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter aux DPAO. » Cette formulation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis d'appel d'offres ;

L'avis d'appel d'offres indique que la garantie de soumission est de 1 000 000 F CFA alors que cette garantie de soumission doit être déterminée par lot ;

L'examen du DAO a permis d'identifier parmi les critères de qualification l'exigence d'une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches. Il s'agit d'un critère excessivement restrictif susceptible de constituer une entrave au libre accès à la commande publique. L'exigence d'une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches est discriminatoire car les traités de réassurance peuvent parfaitement ne pas couvrir tous les risques à 100% ; il convient pour la Compagnie d'envisager, affaire par affaire, en fonction des besoins de couverture en réassurance, soit la coassurance, soit un dégageement en facultative pour des risques spéciaux non couverts par les traités.

Parmi les critères de jugement des offres figurent entre autres critères, la marge de solvabilité et la couverture des engagements règlementés sans aucune précision sur les modalités d'application et d'appréciation de ces grandeurs. Aucune précision n'est non plus donnée sur les valeurs de référence par rapport auxquelles ces ratios sont appréciés, sur les branches à considérer vue que l'exigence minimale de marge de solvabilité est déterminée en fonction des branches exercées, sur leurs poids respectifs dans l'évaluation globale de l'offre ;

La convocation des membres de la commission des marchés pour la séance d'ouverture des plis n'est pas formalisée pour se conformer -à l'article 39 du CMP qui recommande le respect d'un délai de cinq jours francs entre la date de convocation et la date de réunion. Sous ce rapport, nous notons que le registre des présences n'est pas tenu pour se conformer aux dispositions de l'article 67-3 du CMP ;

Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation qui nous a

été remis ; cette transmission est prescrite par l'article 67.4 du CMP ;

L'attestation de main levée de la garantie de soumission des candidats non retenus ne figure pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de l'information du candidat non retenu du rejet de son offre en violation de l'art 83.3 du CMP ;

Le PV d'évaluation, l'attestation d'existence de crédits n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les contrats transmis n'ont été ni approuvés, ni immatriculés, ni enregistrés en violation des articles 84 et 85 du CMP et de l'article 460 du CGI.

AOO N° 005/2011 FOURNITURE DE SURFACES SENSIBLES TV A LA RTS MARCHE A COMMANDES

L'autorisation de la DCMP n'a pas été requise par l'autorité contractante pour un appel à concurrence sous forme de marché à commande ou de clientèle en violation des dispositions de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori des marchés publics ;

Par ailleurs, les IC indiquent que les quantités peuvent être augmentées ou réduites de 30% à l'initiative de l'autorité contractante : cette clause est inopérante puisque les quantités ne sont pas maîtrisées quand bien même elles le seraient, les variations admises généralement sont de l'ordre de 15%.

AOI N° 09/08F/RTS/2010 EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS ET ENERGIE

Les DPAO précisent dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Ceci n'est pas conforme au CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. En effet, l'article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient conforter ce point en précisant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base ;

La liasse comptable fait état d'un avis de publicité du 24 novembre 2010 envoyé par l'AC au BIE mais le support de publicité n'a pas été joint au dossier ;

Aucun document n'atteste de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du

CMP ;

Le contrat a été conclu le 28 juillet 2011 alors que West Point Computer n'avait pas encore fourni la garantie du service après vente, l'agrément du constructeur et l'engagement de l'attributaire à former les agents utilisateurs qui constituaient un préalable pour l'attribution du marché. La CM a par la suite confirmé l'attribution provisoire pour ces trois lots à West Point Computer. La demande d'éclaircissement et l'engagement subséquent de WPC, à travers l'attestation de confirmation établie par la Commission des Marchés de la RTS, à assurer la formation sont inopportuns dès lors qu'il était clairement indiqué dans le DAO que chaque lot comprend la fourniture, l'installation et la formation et que lesdits lots étaient indivisibles. En conséquence, le montant de l'offre pour chacun des lots pris individuellement est censé couvrir l'ensemble des prestations. Sous ce rapport, il convient également de préciser que la demande d'éclaircissement n'a pas pour finalité de rendre une offre conforme ou de la compléter ;

L'examen du tableau 6 du rapport d'évaluation relatif aux corrections et rabais a permis de constater que les montants Hors Taxes ont été retenus au titre de la correction des erreurs de calcul en lieu et place des montants TTC. Par ailleurs, contrairement à la note en bas du tableau 6 ci-avant mentionné, qui indique que « les corrections ainsi apportées sur l'offre de WPC sont relatives à une omission du montant des installations qui n'a pas été lu lors de l'ouverture », lesdites corrections portent sur le transport puisque les installations étaient déjà comprises dans le prix de chacun des quatre lots. En outre, l'attestation de confirmation établie par la Commission des Marchés stipulant que WPC a produit la garantie de service après vente, l'agrément du constructeur et s'est engagé à former les utilisateurs n'est pas étayée par une demande d'éclaircissement formalisée et une réponse écrite du soumissionnaire. Pour la formation, nous constatons que le nombre de personnes formées, la durée de la formation tout comme la localisation de la formation ne sont pas précisés dans le DAO. La modification de l'offre de WPC dans le rapport d'évaluation qui se fonde sur le fait que le prix des services connexes n'a pas été lu à l'ouverture quand bien même le soumissionnaire était représenté à la séance, doit entraîner la nullité de la procédure et la reprise de l'appel d'offres ;

Une stricte mise en œuvre des modalités d'application des critères d'évaluation consisterait à considérer que l'omission de la formation étant de nature à altérer l'intégrité et la consistance de l'offre de WPC, celle-ci doit être déclarée non exhaustive et rejetée. Le même constat de non exhaustivité a été fait sur l'offre de BF TRADING qui n'a pas non plus inclus la formation des utilisateurs ;

Il s'y ajoute que, par lettre N°0048/RTS/DG/DAF/DAG/SAM du 22 novembre 2012, le Directeur de la RTS rappelle au Directeur de West Point Computer que l'installation des équipements qui devait démarrer dès réception du 2^{ème} acompte ne l'est pas malgré plusieurs relances téléphoniques qui sont restées sans suite et qu'il est demandé de procéder aux installations ou la RTS sera dans l'obligation d'appliquer les pénalités de retard conformément aux dispositions du contrat ;

D'abord, les bons de commande relatifs aux fournitures sont datés respectivement des mois de mars, avril et juin 2012. Les fournitures ont été

effectivement livrées mais accusent des retards de trois à six mois selon les lots vu que le délai d'exécution était fixé au 31 décembre 2011. Dans ce cas, des pénalités de retard auraient dû être prélevées mais ne l'ont pas été en violation de l'article 133 du CMP ;

Ensuite, la lettre de relance envoyée par le Directeur au prestataire est relative à l'installation des équipements qui n'a pas été effectuée depuis plus de 6 mois à compter de la date d'émission des bons de commande. L'AC aurait dû envoyer une lettre de mise en demeure au prestataire avant de procéder à une éventuelle résiliation au cas où ce dernier ne réagirait pas dans le délai qui lui est imparti pour s'acquitter de ses obligations conformément à l'article 128 du CMP ;

Enfin, aucune suite donnée à la lettre envoyée par la RTS n'a été retracée dans le dossier (aucune attestation de service fait n'a été jointe) ;

L'article 15.1-i) du cahier des clauses administratives particulières du DAO mentionne qu'une avance de démarrage de 30% du montant du marché sera versée au prestataire en violation de l'article 96.2 du CMP qui indique que le montant de l'avance de démarrage ne peut pas excéder 20% du montant du marché taxes comprises ;

Les lettres de rejet des fournisseurs non retenus n'ont pas été mises à notre disposition ;

Le premier avis d'attribution provisoire a été publié dans le Quotidien « Le Soleil » du 28 février 2011 avant même la revue préalable de la DCMP sur la proposition d'attribution en violation de l'article 83.3 du CMP ;

Le deuxième procès verbal d'attribution (18 juillet 2011) a été établi 13 jours après la parution de l'avis d'attribution provisoire (05 juillet 2011). Le montant inscrit sur l'attestation d'existence de crédits du 29 septembre 2011 est inférieur aux montants attribués et contractés avec les soumissionnaires en violation de l'article 9 du CMP ;

Les contrats n'ont pas été soumis aux formalités d'enregistrement à la DGID en violation de l'article 424 du CGI ;

Les quantités inscrites sur les différents bons de commande et livrées pour les lots 3 et 4 par West Point Computer sont inférieures à celles requises dans le DAO. Pour ce qui est du lot 1, les quantités pour certains articles sont exactes et pour d'autres, elles ont légèrement diminué. L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été non plus versés au dossier ;

La lettre de notification d'attribution définitive et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive après correction des montants n'ont pas été versés au dossier.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions de l'article 66 du CMP qui précise les mentions obligatoires à inscrire dans les avis d'appel d'offres ;

Se conformer à l'article 59-3 du CMP qui dispose que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et moins disante pourra être prise en considération ;

Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis et à transmettre le procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du CMP ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Demander aux titulaires de marché de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 460 du CGI avant la mise en règlement des factures ;

Veiller à l'inscription de toutes les mentions obligatoires dans les contrats tel que stipulé par l'article 13 du CMP.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
RAS

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON ENCORE EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON ENCORE EFFECTUEE

1.4 SYNTHÈSE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N° F-RTS-007		AO N° S-RTS-001	
Nature	Fourniture et installation de groupes électrogènes et régulateurs de tension et d'onduleurs		Couverture risques de la RTS	
Attributaires	Lot 1 : SALQUE	Lot 2 : Richard Equipement	Lot 1: Salama Assurances	Lot 2: Compagnie Générale d'Assurances
Montants en F CFA TTC	103 733 800 F CFA TTC	42 879 796 F CFA TTC	9 406 868 F CFA TTC	16 855 258 F CFA TTC
Carences et manquements dans l'évaluation du marché	✓			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓		✓	
Violation de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires	✓			
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CMP			✓	
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓			
Violation de l'article 62 du CMP sur les variantes	✓			
Violation de l'article 66 du CMP sur les avis d'appel d'offres	✓			
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis	✓		✓	
Violation de l'article 83-3 du CMP sur la restitution des garanties de soumission			✓	
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation et la notification du marché			✓	
Violation de l'article 424 du CGI sur l'enregistrement des contrats	✓		✓	

Description	AO N° F-RTS-006		AO N° 09/08/F/RTS/2010	
Nature	Fourniture de matériel informatique		Equipements audiovisuels et Energie	
Attributaires	Lots 1 et 2 : CFAO Technologies	Lots 3 et 4 : BULL Sénégal	Lots 1, 3 et 4 : West Point Computer	Lot 2 : Global Technico SUARL
Montants en F CFA TTC	109 632 750 F CFA TTC	34 463 341 F CFA TTC	321 080 567 F CFA TTC	78 269 400 F CFA TTC
Non exhaustivité des documents de passation des marchés			✓	
Violation de l'article 36 du CMP sur les commissions des marchés	✓			
Violation de l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir	✓			
Violation de l'article 70 du CMP sur l'évaluation des offres	✓			
Violation de l'article 83-3 du CMP sur l'information aux candidats non retenus			✓	
Violation des articles 84 et 85 du CMP sur la signature, l'approbation, la notification et la publicité de l'avis d'attribution définitive	✓			
Violation des articles 94 et 96-2 du CMP sur les avances de démarrage	✓			
Violation de l'article 424 du CGI sur l'enregistrement des contrats			✓	

Description	AO N° 005/2011	AO N° 008/2011
Nature	Fourniture de surfaces sensibles TV	Fourniture de consommables informatiques et fournitures de bureau
Attributaires	SINPAC	ETS 2H, Master Office, African Business Network
Montants en F CFA TTC	39 458 964 F CFA TTC	34 286 080 F CFA TTC
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓
Marge de fluctuation élevée	✓	
Incohérence des informations inscrites dans les différents documents de passation		✓
Violation des articles 35 et 36 du CMP sur les cellules commissions des marchés	✓	
Violation de l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la CM	✓	✓
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis	✓	✓
Violation de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori des marchés publics	✓	✓

Description	DRP N° F-RTS-010/2011	DRP N° S-RTS-004/2011	DRP N° F-RTS-011/2011		
Nature	Fourniture de mobiliers et matériels de bureau	Gardiennage des locaux de la RTS	Fourniture d'imprimés à la RTS		
Attributaires	Pyramid SUARL	GIE Fankoun Fankoun	Gael Imprimerie	Rassoul Print	Imprimerie St Paul
Montants en F CFA TTC	25 289 805 F CFA TTC	8 425 200 F CFA TTC	5 435 670 F CFA TTC	3 285 120 F CFA TTC	379 960 F CFA TTC
Carences et manquements dans l'évaluation du marché		✓			
Incohérence des montants attribués et contractés		✓			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓		
Circulaire N° 004 du Premier Ministre sur la procédure des DRP		✓			
Violation de l'article 12 du CMP sur le cahier des charges	✓	✓			
Violation de l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir et le délai pour la remise des pièces manquantes	✓				
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation		✓			
Violation de l'article 66 du CMP sur le délai et date limite de réception des offres à insérer dans l'avis d'appel d'offre	✓	✓	✓		
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information aux candidats non retenus		✓			
Violation de l'article 85 du CMP sur l'immatriculation des marchés			✓		
Violation des articles 128 et 129 du CMP sur la résiliation des marchés	✓	✓	✓		
Violation de l'article 424 du CGI sur l'enregistrement des contrats	✓	✓	✓		

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;

- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Radio Télévision Sénégalaise pour apprécier la capacité des structures et systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,

- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,

- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM), compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par l'Autorité Contractante par une note de service N° 2901 en date du 3 décembre 2010 comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'examen de la décision de nomination des membres de la Commission des Marchés a permis de noter que son Président, Mr B NDIAYE, a également été désigné Personne Responsable des Marchés par le Directeur Général. Ainsi, Mr Ndiaye signe les marchés avant leur approbation par le Directeur Général. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP car la Personne Responsable des Marchés, au regard de son rôle dans l'achèvement de la procédure tel que précisé par les articles 83 et 84 du CMP, ne peut être membre de la Commission des Marchés et a fortiori en assurer la présidence.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été établies et transmises à la DCMP et à l'ARMP par l'Autorité Contractante.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la RTS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 09 décembre 2010. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA RTS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la RTS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA RTS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

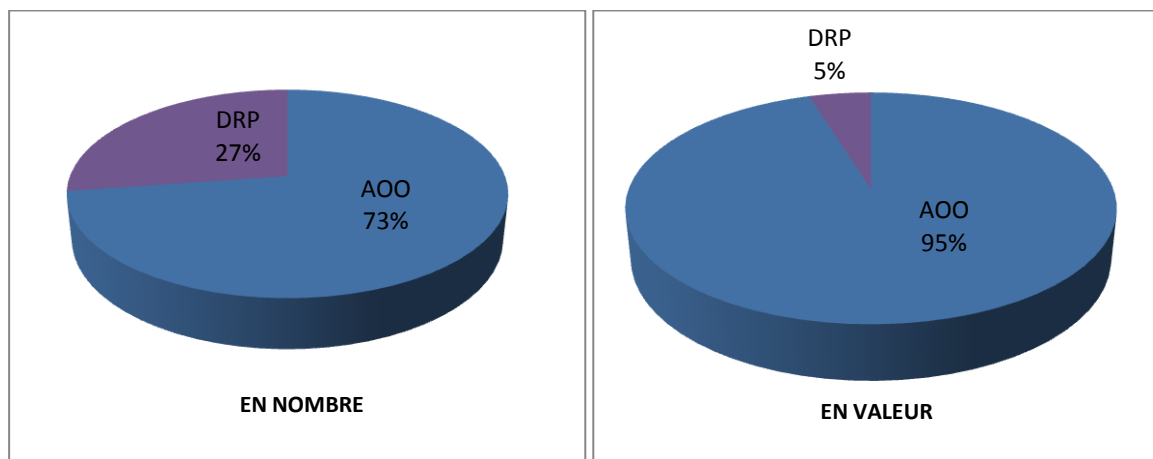
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	8	852 245 854	6	803 203 224	75%	94%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	3	42 815 755	3	42 815 755	100%	100%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	11	895 061 609	9	846 018 979	82%	95%

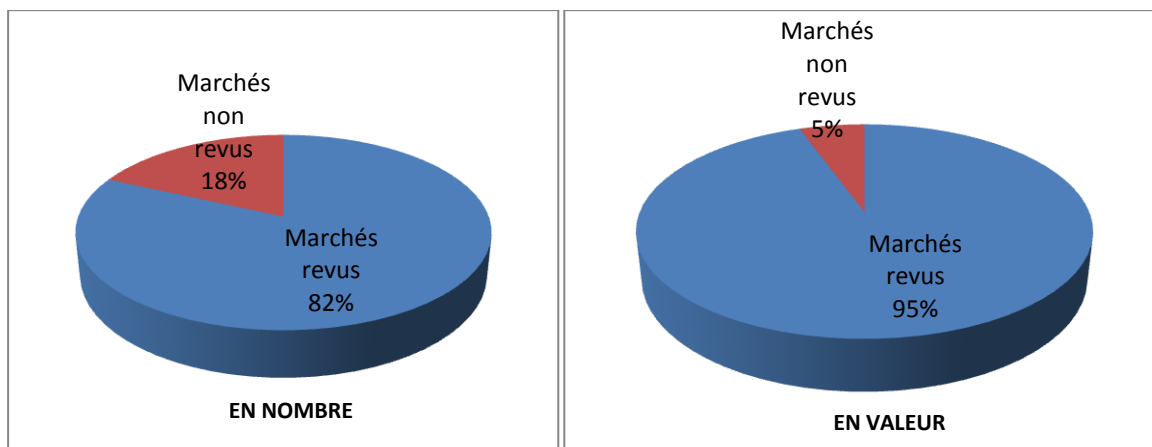
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



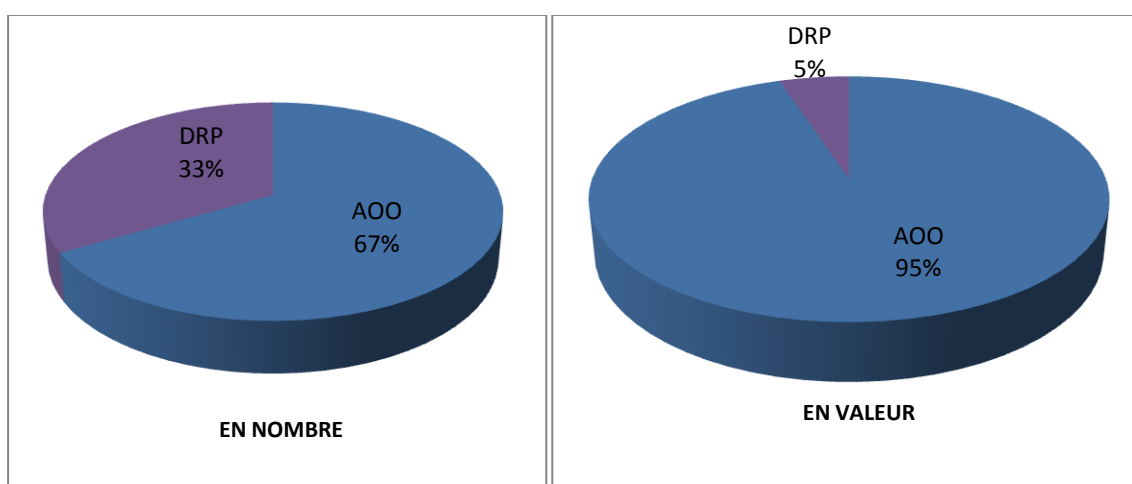
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.

Nous avons examiné, 6 des 8 appels d'offres (75% en nombre et 94% en valeur) et 3 DRP (100% en nombre et en valeur) passés par la RTS soit un taux de couverture de 82% en nombre et 95% en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AOO N° F-RTS-007/2011 FOURNITURE ET INSTALLATION DE GROUPES ELECTROGENES, DE REGULATEURS AUTOMATIQUES DE TENSION ET D'ONDULEURS		
Date de publicité de l'AAO		27 janvier 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		08 mars 2011
Délai de préparation des offres		42 jours
Durée de validité des offres		60 jours
Garantie de soumission		1 000 000 F CFA pour chaque lot valides 28 jours à compter de l'expiration de la validité de l'offre
Date de l'évaluation technique		16 mars 2011
Date d'attribution		06 avril 2011
Date de notification d'attribution provisoire		20 avril 2011
Date de publicité de l'avis d'attribution provisoire		Le Soleil du 02 mai 2011
Date de notification d'attribution définitive		09 mai 2011
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive		Le Soleil du 10 mai 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits		-
Date de souscription		03 juin 2011
Date d'approbation		03 juin 2011
Date d'immatriculation		-
Date de notification		-
Date d'enregistrement du contrat		-
Délai d'exécution		-
Attributaires	Lot 1 : Groupes électrogènes : SALQUE	103 733 800 F CFA TTC
	Lot 2 : Régulateurs automatiques de tension et d'onduleurs :	42 879 796 F CFA TTC

	Richard Equipements	
Budget		100 000 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'avis d'appel d'offres indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes dans le DAO. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter aux DPAO. » Cette formulation n'est pas conforme aux dispositions de l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis d'appel d'offres. L'avis d'appel d'offres ne précise pas non plus que ce marché est composé de deux lots. Cette information est importante car la garantie de soumission est déterminée par lot.</p> <p>Les DPAO précisent dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Cette clause du DAO n'est pas conforme aux dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. L'article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient conforter ce point en précisant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base.</p> <p>Les fonctions occupées par les membres de la Commission des Marchés au niveau de la structure ne sont pas précisées dans les procès verbaux alors que ces derniers sont désignés intuitu personae mais également es qualité d'où la nécessité de donner ces indications dans les actes de nomination.</p> <p>Les preuves de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figurent pas dans le dossier de passation. Il s'agit d'une exigence de l'article 67 alinéa 4 du CMP à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation des offres a permis de constater que tous les critères d'évaluation mentionnés dans le DAO n'ont pas été pris en compte notamment l'expérience de deux missions d'études et de réalisations dans le domaine de la fourniture et de l'installation de matériels électrotechniques de même complexité.</p> <p>Aucun document de règlement n'a été joint au dossier. Les BC, facture, BL, PV de réception, l'attestation de précompte TVA et le justificatif de</p>	

	<p>son reversement n'ont pas non plus été joints au dossier.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 460 du CGI (372 nouveau du CGI). De plus, le délai d'exécution du marché n'est pas précisé dans le contrat relatif au lot 1 attribué à SALQUE en violation de l'article 13 alinéa 6 du CMP qui précise les mentions obligatoires à inscrire dans les contrats.</p> <p>Le contrat de Richard Equipement pour le lot 2 n'a pas été versé dans la liasse comptable.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été non plus joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 66 du CMP qui précise les mentions obligatoires à inscrire dans les avis d'appel d'offres.</p> <p>Se conformer à l'article 59-3 du CMP qui dispose que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et moins disante pourra être prise en considération.</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis et à transmettre le procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires conformément à l'article 67 alinéa 4 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Demander aux titulaires de marché de soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI avant la mise en règlement des factures.</p> <p>Veiller à l'inscription de toutes les mentions obligatoires dans les contrats tel que stipulé par l'article 13 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° F_RTS_006/2011 FOURNITURE DE MATERIEL INFORMATIQUE A LA RTS		
Date de publication de l'AO		27 Janvier 2011
Date limite de dépôt des offres		08 Mars 2011 à 9h30mn
Délai de préparation des offres		39 Jours
Date d'ouverture des plis		08 Mars 2011 à 10h30mn
Date de l'évaluation technique		30 Mars 2011
Date d'attribution		06 Avril 2011
Date de notification d'attribution provisoire		20 Avril 2011
Date de publication de l'attribution provisoire		02 Mai 2011
Date de souscription		03 Juin 2011
Date d'approbation		03 Juin 2011
Date d'immatriculation		-
Date de notification du marché		LOT 3 & 4 : 07 Octobre 2011
Date d'enregistrement du contrat		LOT 1 & 2 : 04 Janvier 2012 LOT 3 & 4 : 27 Octobre 2011
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		10 Mai 2011
Délai d'exécution		10 mois
Garantie de soumission		1 000 000 F CFA
Attributaires	CFAO	LOT 1 : 71 529 889
	TECHNOLOGIES	LOT 2 : 38 102 861
	BULL SENEGAL	LOT 3 : 21 416 021 LOT 4 : 13 047 320
Montant total du marché		144 096 091 F CFA TTC
Notification et publicité de l'attribution provisoire		Les lettres de notification d'attribution provisoire N° 01099/RTS/DG/DAF/DAG/SMA/SP ont été envoyées aux attributaires du marché (CFAO Technologies & BULL SENEGAL) le 20 Avril 2011. Les attributaires doivent fournir la garantie de bonne exécution dans un délai de 28 jours suivant la notification provisoire. Cette disposition n'est pas conforme aux dossiers

	<p>types et au CMP qui instituent un délai de 14 jours à compter de la notification de l'attribution du marché pour constituer la garantie de bonne exécution.</p> <p>L'avis d'attribution provisoire du marché a été publié dans le journal LE SOLEIL N° 12278 du 02 Mai 2011</p>
Non conformités	<p>Mr Babacar NDIAYE, désigné Personne Responsable des Marchés par décision du Directeur Général, cumule avec cette responsabilité les fonctions de Président de la Commission des Marchés. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP car la Personne Responsable des Marchés, au regard de son rôle dans l'achèvement de la procédure tel que précisé par les articles 83 et 84 du CMP, ne peut être membre de la Commission des Marchés et a fortiori en assurer la présidence.</p> <p>La Commission des Marchés a dressé son procès verbal d'attribution du marché 28 jours après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe le délai d'attribution à 15 jours maximum après la séance d'ouverture des plis. Ce délai peut exceptionnellement être prorogé de 10 jours sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMP. Cette demande d'autorisation n'a pas été formulée par la RTS qui ne s'est pas conformée à la procédure.</p> <p>L'avis d'attribution définitive a été publié 24 jours avant la signature et l'approbation du contrat et 5 mois avant la notification du marché en violation des dispositions de l'article 85 du CMP. Ledit article 85 dispose que la publicité de l'attribution définitive doit être faite 15 jours suivant la notification du marché. De plus, la notification du marché est faite quatre mois après l'approbation du marché. Il s'agit probablement d'opérations de régularisation en violation de l'article 44 du COA.</p> <p>Il est indiqué dans les lettres de notification de l'attribution provisoire que les attributaires sont invités à fournir la garantie de bonne exécution dans un délai de 28 jours. Cette disposition n'est pas conforme aux dossiers types et au CMP qui instituent un délai de 14 jours à compter de la notification de l'attribution du marché pour constituer la garantie de bonne exécution.</p>

	<p>La date d'immatriculation du marché n'a pas été inscrite sur le contrat transmis.</p> <p>Pour les lots 1 et 2, la RTS a versé une avance de démarrage de 30% du montant du marché en violation des articles 94 et 96.2 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux articles 36, 83 et 84 du CMP :</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 70 et 85 du CMP.</p> <p>Eviter les opérations de régularisation conformément à l'article 44 du COA.</p> <p>Respecter les dispositions des articles 94 et 96.2 du CMP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AO N° S_RTS_001/2011 COUVERTURE DES RISQUES - GLOBALE DOMMAGE/RC- FLOTTE AUTOMOBILE	
Date de l'AGPM	09 Décembre 2010 « Le Soleil »
Date de transmission du DAO à la DCMP	NON REQUIS
Date de publication de l'AO	24/25/26 Décembre 2010 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	31 Janvier 2011 à 10 heures 30 mn
Délai de préparation des offres	37 jours
Date d'ouverture des plis	31 Janvier 2011
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	14 Février 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	Non requis
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	Non requis
Date de notification de l'attribution provisoire	03 Mars 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	07 Mars 2011 « Le Soleil »
Date de souscription	Lot 1 19 Janvier 2011 Lot 2 02 Mars 2011
Date d'approbation	-
Date d'immatriculation	-
Date de notification	11 Mars 2011
Date d'enregistrement du contrat	-
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	21 Mars 2011
Délai d'exécution	12 mois
Garantie de soumission	1 000 000 FCFA

Attributaires	Lot 1 : Globale dommage /RC : Salama Assurances	9 406 868 FCFA TTC
	Lot 2 : Flotte Automobile : CGA	16 855 258 FCFA TTC
Non conformités	<p>L’avis d’appel d’offres indique que « la RTS sollicite des offres... de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes dans le DAO. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter aux DPAO. » Cette formulation n’est pas conforme aux dispositions de l’article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification doivent être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l’avis d’appel d’offres.</p> <p>L’avis d’appel d’offres indique que la garantie de soumission est de 1 000 000 F CFA alors que cette garantie de soumission doit être déterminée par lot.</p> <p>L’examen du DAO a permis d’identifier parmi les critères de qualification l’exigence d’une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches. Il s’agit d’un critère excessivement restrictif susceptible de constituer une entrave au libre accès à la commande publique. L’exigence d’une couverture de réassurance à 100% sur toutes les branches est discriminatoire car les traités de réassurance peuvent parfaitement ne pas couvrir tous les risques à 100% ; il convient pour la Compagnie d’envisager, affaire par affaire, en fonction des besoins de couverture en réassurance, soit la coassurance, soit un dégagement en facultative pour des risques spéciaux non couverts par les traités.</p> <p>Parmi les critères de jugement des offres figurent entre autres critères, la marge de solvabilité et la couverture des engagements règlementés sans aucune précision sur les modalités d’application et d’appréciation de ces grandeurs. Aucune précision n’est non plus donnée sur les valeurs de référence par rapport auxquelles ces ratios sont appréciés, sur les branches à considérer vu que l’exigence minimale de marge de solvabilité est déterminée en fonction des branches exercées, sur leurs poids respectifs dans l’évaluation globale de l’offre.</p> <p>La convocation des membres de la commission des marchés pour la séance d’ouverture des plis n’est pas formalisée pour se conformer à l’article 39 du CMP qui recommande le respect d’un délai de cinq jours francs entre la date de convocation et la date de réunion. Sous</p>	

	<p>ce rapport, nous notons que le registre des présences n'est pas tenu pour se conformer aux dispositions de l'article 67-3 du CMP.</p> <p>Le justificatif de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation qui nous a été remis ; cette transmission est prescrite par l'article 67.4 du CMP.</p> <p>L'attestation de main levée de la garantie de soumission des candidats non retenus ne figure pas dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de l'information du candidat non retenu du rejet de son offre en violation de l'art 83.3 du CMP.</p> <p>Le PV d'évaluation, l'attestation d'existence de crédits n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Les contrats transmis n'ont été ni approuvés, ni immatriculés, ni enregistrés en violation des articles 84 et 85 du CMP et de l'article 424 du CGI.</p> <p>Aucun document de règlement du marché n'a été non plus versé au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'art 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'art 83.3 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux articles 84 et 85 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N° 005/2011 FOURNITURE DE SURFACES SENSIBLES TV A LA RTS MARCHE A COMMANDES	
Date de l'AGPM	N°12162 du jeudi 09/12/2010 à vérifier
Date de transmission du DAO à la DCMP	-
Date de publication de l'AO	N° 12201 du 28/01/2011 - « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	08 mars 2011 – 09.H.30
Délai de préparation des offres	79 jours
Date d'ouverture des plis	08 mars 2011 - 09.H.30
Garantie de soumission	1 000 000 F CFA
Date d'attribution provisoire	06 avril 2011
Date de notification de l'attribution provisoire	20 avril 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	02 mai 2011 « Le Soleil n° 12278»
Date de notification de l'attribution définitive	09 mai 2011
Date de publicité de l'attribution définitive	10/05/2011 – Le Soleil n° 12285
Date de souscription	Néant
Date d'approbation	Néant
Date d'immatriculation	Néant
Date d'enregistrement du contrat	Contrat non enregistré
Délai d'exécution	72h après réception Bon de commande
Garantie de soumission	1 000 000 FCFA
Attributaire	SINPAC SARL

Montant du marché en TTC	39 458 964
Non conformités	<p>Le DAO inclus dans les critères de qualification l'exigence d'avoir réalisé sur les 3 dernières années au moins 2 marchés de nature et de taille similaires.</p> <p>Cette exigence constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et violer le principe d'égalité des candidats (décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011).</p> <p>En effet, en se basant sur l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience acquise dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille.</p> <p>De ce fait, en introduisant cette exigence dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès du marché.</p> <p>Les IC (IC 39.1) mentionnent que les quantités peuvent être augmentées ou réduites d'un pourcentage maxi de 30%. Ce taux est supérieur à la marge de fluctuation généralement admise qui est de + ou - 15%.</p> <p>Une copie du registre de présence à la séance d'ouverture des plis n'est pas classée dans le dossier de marché. La tenue de ce registre est une exigence des dispositions de l'article 67.3 du CMP.</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès-verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation Il s'agit également d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer.</p> <p>L'autorisation de la DCMP n'a pas été requise par l'autorité contractante pour un appel à concurrence sous forme de marché à commande ou de clientèle en violation des dispositions de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori des marchés publics.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 35 et 36 du CMP.</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la nécessaire tenue d'un registre de présence et à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 140 du CMP qui rend</p>

	<p>obligatoire l'avis de la DCMP avant le lancement de la procédure d'appel à la concurrence entre autres, pour tout marché à commande ou de clientèle ou à tranches conditionnelles quel que soit le montant.</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOO N°008/RTS POUR LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET FOURNITURES DE BUREAU	
Date de transmission du DAO	-
Date de publication de l'AO	27 janvier 2011 – Le Soleil n°12200
Date limite de dépôt des offres	08 mars 2011 à 12.H.30
Délai de préparation des offres	Jours
Date d'ouverture des plis	08 mars 2011 à 12.H.30
Offres reçues	Ets 2H Master office ABN
ATTRIBUTAIRE LOT 1 : Consommables et accessoires informatiques (49 articles) LOT 2 : fournitures de bureau (63 articles)	ETABLISSEMENTS 2H Mini : 5.000.000 FCFATTC Maxi : 15.000.000 FCFATTC Bons de commande 7369, 144, 187,539, 7133,7355, 7138, 729, 7416,7420 &7417 à 7419 totalisant..... 16 641 245 FCFATTC
ATTRIBUTAIRE LOT 2 : fournitures de bureau	MASTER OFFICE Mini : 3.000.000 FCFATTC Maxi : 5.000.000.FCFATTC Bons de commande 241 et 727 totalisant 1.177.935 FCFA TTC
ATTRIBUTAIRE LOT 1 : Consommables &Accessoires (31 articles)	AFRICAN BUSINESS NETWORKS Mini : 5.000.000 FCFATTC Maxi : 10.000.000 FCFATTC Bons de commande 7368, 7365, 7375,7219, 540, 713,7363 totalisant 16 466 900 FCFATTC
Date de l'évaluation technique	11 mars 2011 – 15.H.00
Notifications d'attribution provisoire	20 avril 2011

Publicité de l'avis d'attribution provisoire	Le Soleil n° 12278 du 02 mai 2011
Notifications d'attribution définitive	09 mai 2011
Publicité de l'avis d'attribution définitive	Le Soleil n° 12285 du 10 mai 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	Néant
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	Néant
Date de souscription	Néant
Date d'approbation	-
Date d'immatriculation	Néant
Date d'enregistrement du contrat	Néant
Délai d'exécution	72 heures après bon de commande
Garantie de soumission	500.000 F pour chaque lot
Non conformités	<p>L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés dans les délais fixés par le CMP aux séances de la dite commission n'est pas respectée.</p> <p>Une copie du registre de présence à la séance d'ouverture des plis n'est pas classée dans le dossier de marché. La tenue de ce registre conformément aux dispositions de l'article 67.3 du CMP est une exigence à laquelle il faut se conformer.</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès-verbal d'Ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de passation Il s'agit d'une exigence de l'article 67.4 du CMP auquel il convient de se conformer.</p> <p>L'autorisation de la DCMP n'a pas été requise par l'autorité contractante pour un appel à concurrence sous forme de marché à commande ou de clientèle en violation des dispositions de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori des marchés publics.</p> <p>Nous avons relevé des imprécisions dans l'énoncé des IC.5.1 en ce qui concerne les conditions de qualification applicables aux candidats ; il est en effet demandé aux candidats de fournir la preuve écrite qu'ils disposent d'une surface financière minimale couvrant toutes les transactions</p>

	<p>commerciales du marché (IC5.1 iii). Ce critère est non seulement imprécis mais également superflu au regard du premier critère retenu qui exige des candidats une capacité financière d'au moins 50 millions délivrée par une banque connue et de bonne réputation. Ce qui était largement suffisant.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP pour l'observation du délai de cinq jours francs entre la convocation et la tenue de la réunion de la Commission des Marchés.</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP relativement à la nécessaire tenue d'un registre de présence et à la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis à tous les soumissionnaires.</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p> <p>Veiller à la cohérence des informations inscrites sur les différents documents de passation de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

AOI N° 09/08F/RTS/2010 EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS ET ENERGIE	
Date de transmission du DAO	22 novembre 2010
Date de publication de l'AO	30 novembre 2010 Le Soleil
Date de transmission du DAO corrigé	17 décembre 2010
Date de convocation des membres de la CM à l'ouverture des plis	20 janvier 2011
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 janvier 2011 à 10 heures
Délai de préparation des offres	58 jours
Date de l'évaluation technique	03 et 04 février 2011
Date du 1^{er} PV d'attribution provisoire	24 février 2011
Date de notification d'attribution provisoire	24 février 2011
Date de publicité de l'attribution provisoire	Le Soleil du 28 février 2011
Date de notification d'attribution définitive	03 mars 2011
Date de publicité de l'avis d'attribution définitive	Le Soleil du 21 mars 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	28 juin 2011
Date de publicité de l'Avis rectificatif de l'attribution provisoire	Le Soleil du 05 juillet 2011
Date du 2^e PV d'attribution provisoire	18 juillet 2011
Date de notification d'attribution provisoire	18 juillet 2011
Date de souscription	28 juillet 2011

Date d'approbation		28 juillet 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits		29 septembre 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits		04 novembre 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat		11 novembre 2011
Date d'immatriculation		14 novembre 2011
Date de notification du marché		17 novembre 2011
Date d'enregistrement du contrat		Néant
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		Néant
Délai d'exécution		1 ^{er} avis : Du 1 ^{er} avril au 31 décembre 2011 Avis rectificatif : Du 22 juillet 2011 au 31 décembre 2011
Garantie de soumission		Lot 1 : 1 000 000 F CFA Lot 2 : 1 000 000 F CFA Lot 3 : 1 000 000 F CFA Lot 4 : 1 000 000 F CFA
Attributaires	Lots 1 ; 3 ; 4 : West Point Computer	321 080 567 F CFA TTC
	Lot 2 : Global Technics SUARL	78 269 400 F CFA TTC
Avis d'appel d'offres		L'avis d'appel d'offres a été publié dans le journal « Le Soleil » du 30 novembre 2010.
Notification et publicité de l'attribution provisoire		-
Notification et Publicité de l'attribution définitive		-
Non conformités	Les DPAO précisent dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Ceci n'est pas conforme au CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. En effet, l'article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du	

	<p>CMP vient conforter ce point en précisant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base.</p> <p>La liasse comptable fait état d'un avis de publicité du 24 novembre 2010 envoyé par l'AC au BIE mais le support de publicité n'a pas été joint au dossier.</p> <p>Aucun document n'atteste de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du CMP.</p> <p>Le contrat a été conclu le 28 juillet 2011 alors que West Point Computer n'avait pas encore fourni la garantie du service après vente, l'agrément du constructeur et l'engagement de l'attributaire à former les agents utilisateurs qui constituaient un préalable pour l'attribution du marché. La CM a par la suite confirmé l'attribution provisoire pour ces trois lots à West Point Computer. La demande d'éclaircissement et l'engagement subséquent de WPC, à travers l'attestation de confirmation établie par la Commission des Marchés de la RTS, à assurer la formation sont inopportuns dès lors qu'il était clairement indiqué dans le DAO que chaque lot comprend la fourniture, l'installation et la formation et que lesdits lots étaient indivisibles. En conséquence, le montant de l'offre pour chacun des lots pris individuellement est censé couvrir l'ensemble des prestations. Sous ce rapport, il convient également de préciser que la demande d'éclaircissement n'a pas pour finalité de rendre une offre conforme ou de la compléter.</p> <p>L'examen du tableau 6 du rapport d'évaluation relatif aux corrections et rabais a permis de constater que les montants Hors Taxes ont été retenus au titre de la correction des erreurs de calcul en lieu et place des montants TTC. Par ailleurs, contrairement à la note en bas du tableau 6 ci-avant mentionné, qui indique que « les corrections ainsi apportées sur l'offre de WPC sont relatives à une omission du montant des installations qui n'a pas été lu lors de l'ouverture », lesdites corrections portent sur le transport puisque les installations étaient déjà comprises dans le prix de chacun des quatre lots. En outre, l'attestation de confirmation établie par la Commission des Marchés stipulant que WPC a produit la garantie de service après vente, l'agrément du constructeur et s'est engagé à former les utilisateurs n'est pas étayée par une demande d'éclaircissement formalisée et une réponse écrite du soumissionnaire. Pour la formation, nous constatons que le nombre de personnes formées, la durée de la formation tout comme la localisation de la formation ne sont pas précisés dans le DAO. La modification de l'offre de WPC dans le rapport d'évaluation qui se fonde sur le fait que le prix des services connexes n'a pas été lu à l'ouverture quand bien même le soumissionnaire était représenté à la séance, doit entraîner la nullité</p>
--	--

	<p>de la procédure et la reprise de l'appel d'offres.</p> <p>Une application stricte des modalités d'application des critères d'évaluation consisterait à considérer que l'omission de la formation étant de nature à altérer l'intégrité et la consistance de l'offre de WPC, celle-ci doit être déclarée non exhaustive et rejetée. Le même constat de non exhaustivité a été fait sur l'offre de BF TRADING qui n'a pas non plus inclus la formation des utilisateurs.</p> <p>Il s'y ajoute que, par lettre N°0048/RTS/DG/DAF/DAG/SAM du 22 novembre 2012, le Directeur de la RTS rappelle au Directeur de West Point Computer que l'installation des équipements qui devait démarrer dès réception du 2^{ème} acompte ne l'est pas malgré plusieurs relances téléphoniques qui sont restées sans suite et qu'il est demandé de procéder aux installations ou la RTS sera dans l'obligation d'appliquer les pénalités de retard conformément aux dispositions du contrat.</p> <p>D'abord, les bons de commande relatifs aux fournitures sont datés respectivement des mois de mars, avril et juin 2012. Les fournitures ont été effectivement livrées mais attestent d'un retard de trois à six mois selon les lots vu que le délai d'exécution était fixé au 31 décembre 2011. Dans ce cas, des pénalités de retard auraient dû être prélevées en violation de l'article 133 du CMP.</p> <p>Ensuite, la lettre de relance envoyée par le Directeur au prestataire est relative à l'installation des équipements qui n'a pas été effectuée depuis plus de 6 mois à compter de la date d'émission des bons de commande. L'AC aurait dû envoyer une lettre de mise en demeure au prestataire avant de procéder à une résiliation au cas où ce dernier ne réagirait pas dans les 15 jours conformément à l'article 128 du CMP.</p> <p>Enfin, aucune suite donnée à la lettre envoyée par la RTS n'a été retracée dans le dossier (aucune attestation de service fait n'a été jointe).</p> <p>L'article 15.1-i) du cahier des clauses administratives particulières du DAO mentionne qu'une avance de démarrage de 30% du montant du marché sera versée au prestataire en violation de l'article 96.2 du CMP qui indique que le montant de l'avance de démarrage ne peut en aucun cas excéder 20% du montant du marché taxes comprises. Les lettres de rejet des fournisseurs non retenus n'ont pas été mises à notre disposition.</p> <p>Le premier avis d'attribution provisoire a été publié dans le Soleil du 28 février 2011 avant même la revue préalable de la DCMP sur la proposition d'attribution en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Le deuxième procès verbal d'attribution (18 juillet 2011) a été établi 13 jours après la parution de l'avis d'attribution provisoire (05 juillet 2011).</p>
--	--

	<p>Le montant inscrit sur l'attestation d'existence de crédits du 29 septembre 2011 est inférieur aux montants attribués et contractés avec les soumissionnaires en violation de l'article 9 du CMP.</p> <p>Les contrats n'ont pas été soumis aux formalités d'enregistrement à la DGID en violation de l'article 460 du CGI..</p> <p>Les quantités inscrites sur les différents bons de commande et livrées pour les lots 3 et 4 par West Point Computer sont inférieures à celles requises dans le DAO. Pour ce qui est du lot 1, les quantités pour certains articles sont exactes et pour d'autres, elles ont légèrement diminué.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été non plus versés au dossier.</p> <p>La lettre de notification d'attribution définitive et le support de publicité de l'avis d'attribution définitive après correction des montants n'ont pas été versés au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se tenir aux critères d'évaluation définis au préalable et veiller à la rigueur dans leur application.</p> <p>Se conformer aux articles 9, 83.3, 96-2, 128 et 133 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F-RTS- 010/2011 FOURNITURE DE MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAU	
Date de publicité de l'AGPM	Le Soleil du 09 décembre 2010
Date de publicité de la DRP	Le Soleil du 24 février 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 mars 2011
Délai de préparation des offres	05 jours
Période de validité des offres	60 jours
Date du rapport d'évaluation	11 avril 2011
Date d'attribution	13 avril 2011
Date d'approbation	13 avril 2011
Date de notification du marché	20 avril 2011
Date de notification d'attribution provisoire	20 avril 2011
Date de signature du contrat	25 mai 2011
Délai d'exécution	1 ^{er} juin 2011 au 31 mai 2012 24 heures après réception bon de commande
Nombre d'offres reçues	01 offre reçue : PYRAMID SUARL
Attributaire	PYRAMID SUARL
Montant du marché en	Marché à commandes : 25 289 805 F CFA TTC (BC)

F CFA TTC	
Non conformités	<p>L'avis de DRP indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes au cahier des charges. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter au cahier des charges. » Ceci n'est pas conforme à l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification auraient dû être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis de DRP.</p> <p>Le cahier de charges dans son article II précise que « la RTS se réserve le droit de donner suite ou non à la présente DRP sans aucune contrepartie, ni réclamation de la part des entreprises soumissionnaires » en violation de l'article 129 dans lequel est indiqué les cas de résiliation d'un marché de plein droit sans indemnité à l'initiative de l'autorité contractante. Ce point de l'article constitue un critère abusif vis-à-vis des soumissionnaires potentiels.</p> <p>De plus, il rajoute en son article X que « la RTS pourra résilier sans préavis le marché au cas où l'exécution des prestations ne serait pas conforme aux conditions et obligations stipulées... » en violation de l'article 128 du CMP qui stipule en son alinéa 2 que l'AC ne peut prononcer la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations qu'après mise en demeure préalable restée sans effet.</p> <p>L'AC requiert également dans son cahier de charges à l'article III-2 « toute information utile sur la société et toutes les pièces pouvant justifier de la qualité des produits et prestations proposées ainsi que de sa notoriété » sans aucune précision sur les documents à produire (exemples : certificat d'origine ou certificat du fabricant des fournitures). Ce manque de précision sur la production de ces documents peut poser un problème lors de la comparaison et de l'évaluation des offres.</p> <p>Le contrôle du contrat nous a permis de voir qu'il s'agit d'un marché à commandes alors qu'il n'a pas été mentionné dans le cahier des charges, de plus des montants minima et maxima n'ont pas non plus été fixés. Les marchés à commandes doivent être soumis à l'avis préalable de la DCMP.</p> <p>L'Autorité Contractante ne peut pas définir à l'avance, le rythme et</p>

	<p>le volume des commandes pour une catégorie donnée de fournitures et services courants. La requête relative à l'indication de ces montants dans les offres répond à une exigence de la DCMP qui souhaite l'inscription de la valeur maximale des commandes suite à une requête de l'Administration des Impôts qui a naturellement le souci de la collecte des droits d'enregistrement. Nous estimons que ces derniers ne doivent pas porter sur la valeur maximale et qu'à l'enregistrement seul le droit de timbre est dû ; les droits d'enregistrement ne doivent être perçus que sur les commandes effectives. L'ARMP devrait formuler une décision à l'intention de la DCMP et la DGID pour que toutes les administrations se conforment à l'esprit du CMP.</p> <p>Le DAO n'indique pas la quantité ou montant minima et maxima pour ce marché en violation de l'article 25-1-a) du CMP.</p> <p>Il est indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis, trois cahiers de charges ont été achetés, cependant, ces sociétés n'ont pas été nommément citées.</p> <p>Les fonctions occupées par les membres de la Commission des Marchés au niveau de la structure ne sont pas précisées.</p> <p>Le PVO ne fait pas état du tableau de vérification des pièces administratives. Il est seulement indiqué que certaines pièces ont été fournies et d'autres ne sont pas fournies, de plus, il ne précise pas que les soumissionnaires ont jusqu'à l'attribution pour fournir les pièces manquantes. Par conséquent, à l'évaluation, la commission technique a noté que PYRAMID SUARL n'était pas conforme du point de vue administratif car n'ayant pas fourni les attestations relatives à la CSS et à l'IRT et le quitus fiscal en violation de l'article 44 du CMP qui stipule que les documents prévus aux alinéas a) à f) et éventuellement h) et i) non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire.</p> <p>Nous avons procédé à la comparaison de la liste du matériel et mobilier requis par l'AC dans le cahier des charges et de celle proposée par le soumissionnaire, nous avons noté que ce dernier n'avait pas coté le 14^e article relatif à la chaise secrétaire avec accoudoirs et dossier haut. Ce manquement n'a été relevé dans aucun document par la commission des marchés.</p> <p>Aucun document de règlement n'a été joint au dossier. Les facture, BL, PV de réception, l'attestation de précompte TVA et le</p>
--	--

	<p>justificatif de son reversement n'ont pas non plus été joints au dossier, seul un bon de commande est versé au dossier.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été versés au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 66 du CMP sur les avis d'appel d'offres.</p> <p>Veiller au respect des articles 128 et 129 du CMP sur la résiliation des marchés.</p> <p>Etablir un tableau récapitulatif distinct pour le contrôle des pièces administratives.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur les pièces à fournir.</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° S-RTS- 04/2011 Gardiennage des locaux de la RTS à Dakar	
Date de publicité de l'AGPM	Le Soleil du 09 décembre 2010
Date de publicité de la DRP	Le Soleil du 24, 25 et 26 décembre 2010
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	31 janvier 2011
Délai de préparation des offres	38 jours
Période de validité des offres	60 jours
Date du rapport d'évaluation	04 février 2011
Date d'attribution	14 février 2011
Date d'approbation	14 février 2011
Date de notification d'attribution provisoire	24 février 2011
Date de l'avis d'attribution provisoire	Le Soleil du 28 février 2011
Date de notification d'attribution définitive	03 mars 2011
Date de notification du marché	03 mars 2011
Date de l'avis d'attribution définitive	Le Soleil du 21 mars 2011
Date de signature du contrat	28 mars 2011
Délai d'exécution	1 ^{er} avril 2011 au 31 mars 2012
Attributaire	GIE FANKOUN FANKOUN

<p>Non conformités</p>	<p>L'avis de DRP indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes au cahier des charges. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter au cahier des charges. » Ceci n'est pas conforme à l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification auraient dû être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis de DRP.</p> <p>Cet avis ne précise pas que ce marché est composé de lots.</p> <p>L'article VIII du cahier des charges mentionne que « la RTS pourra résilier sans préavis le marché au cas où l'exécution des prestations ne serait pas conforme aux conditions et obligations stipulées » en violation de l'article 128 du CMP qui stipule en son alinéa 2 que l'AC ne peut prononcer la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations qu'après mise en demeure préalable restée sans effet.</p> <p>Le PVO ne fait pas état du tableau de vérification des pièces administratives. Il est seulement indiqué que certaines pièces ont été fournies et d'autres ne sont pas fournies, de plus, il ne précise pas que les soumissionnaires ont jusqu'à l'attribution pour fournir les pièces manquantes.</p> <p>Les exigences en matière de qualification n'ont pas été décrites dans le cahier des charges, de ce fait n'ont pas fait l'objet d'évaluation.</p> <p>Etant donné que la garantie de soumission était requise dans le cahier des charges, elle aurait dû constituer un critère éliminatoire vu que la caution bancaire soumise par Vigassistance n'était pas conforme. Cependant, vu le montant estimé du marché, cette garantie pouvait ne pas être exigée par l'AC car ce montant est inférieur au seuil fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances (30 000 000 F CFA pour les fournitures).</p> <p>Le rapport d'évaluation s'est contentée de procéder à la vérification des pièces administratives et de proposer le soumissionnaire ayant présenté l'offre la moins disante comme attributaire alors qu'il a été déterminé des critères d'évaluation tels que la qualité des prestations proposées, les références du fournisseur, notamment son expérience professionnelle ainsi que ses capacités financières et techniques. Aucun de ces critères n'a</p>
-------------------------------	---

	<p>fait l'objet d'une évaluation.</p> <p>Au moment de la contractualisation, l'AC a considéré le montant de l'offre de l'attributaire qui était de 100 300 F CFA TTC par agent et par mois à l'ouverture et à l'attribution comme hors taxes (100 300 F CFA HT). De ce fait, nous notons un surcoût sur le montant contracté vu que le nouveau montant TTC est de 118 354 F CFA soit un écart de 14 454 F CFA par agent et par mois.</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'ont pas été jointes au dossier en violation de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM.</p> <p>Aucun document de règlement n'a été joint au dossier. Les offres, BC, facture, BL, PV de réception, l'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas non plus été joints au dossier.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI.</p> <p>L'attestation de précompte TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été non plus joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 66 du CMP sur les avis d'appel d'offres.</p> <p>S'assurer d'une meilleure mise en œuvre de l'évaluation des offres en se conformant à l'article 59 du CMP.</p> <p>Etablir un tableau récapitulatif distinct pour le contrôle des pièces administratives.</p> <p>Veiller à préciser les fonctions des membres de la commission des marchés dans le procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>Veiller au respect de l'article 128 du CMP sur la résiliation des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78-2 du CMP et de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des</p>

	<p>dossiers de marchés.</p> <p>Veiller à la cohérence des différentes informations inscrites sur les différents documents de passation de marchés.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° F_RTS_11/2011 FOURNITURE D'IMPRIMES A LA RTS		
Date de publicité de la DRP	24 Février 2011 par avis publié dans LE SOLEIL	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 Mars 2011	
Délai de préparation des offres	33 jours	
Date du rapport d'évaluation	1er avril 2011	
Date d'attribution	13 Avril 2011	
Date de notification d'attribution provisoire	20 Avril 2011	
Date de souscription	28 avril 2011	
Date d'approbation	13 avril 2011	
Date de notification d'attribution provisoire	20 Avril 2011	
Nombre d'offres reçues	03 offres : Imprimerie RASSOUL PRINT, GAEL Imprimerie, Imprimerie St PAUL	
Attributaires	ATTRIBUTAIRE	NOMBRE D'ARTICLES
	GAEL Imprimerie	27 Articles
	Imprimerie RASSOUL PRINT	13 Articles
	Imprimerie St PAUL	04 Articles
Montant du marché en F CFA TTC	Gael Imprimerie : 5 435 670 F CFA TTC	
	Rassoul Print : 3 285 120 F CFA TTC	
	Imprimerie St Paul : 379 960 F CFA TTC	
Non conformités	<p>L'avis de DRP indique que « la RTS sollicite des offres de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises jointes au cahier des charges. Les exigences en matière de qualification sont : Se reporter au cahier des charges. » Ceci n'est pas conforme à l'article 66-2-e) du CMP. En effet, les informations relatives aux justifications concernant les qualités et capacités exigées des candidats et les exigences en matière de qualification auraient dû être portées à la connaissance des candidats potentiels à travers l'avis de DRP.</p> <p>Cet avis ne précise pas qu'il s'agit d'un marché de clientèle et</p>	

	<p>divisible.</p> <p>L'AC requiert également dans son cahier de charges à l'article III-2 « toute information utile sur la société et toutes les pièces pouvant justifier de la qualité des produits et prestations proposées ainsi que de sa notoriété » sans aucune précision sur les documents à produire (exemples : certificat d'origine ou certificat du fabricant... des fournitures). Ce manque de précision sur la production de ces documents peut poser un problème lors de la comparaison et de l'évaluation des offres.</p> <p>L'article X du cahier des charges mentionne que « la RTS pourra résilier sans préavis le marché au cas où l'exécution des prestations ne serait pas conforme aux conditions et obligations stipulées » en violation de l'article 128 du CMP qui stipule en son alinéa 2 que l'AC ne peut prononcer la résiliation pour manquement du titulaire à ses obligations qu'après mise en demeure préalable restée sans effet.</p> <p>Le cahier des charges ne mentionne pas qu'il s'agit d'un marché à de clientèle et divisible, ce n'est qu'à l'attribution que nous nous rendons compte qu'il s'agit effectivement de commandes passées avec les fournisseurs ayant proposé les meilleurs prix par article.</p> <p>Le PVO ne fait pas état du tableau de vérification des pièces administratives. Il est seulement indiqué que certaines pièces ont été fournies et d'autres ne sont pas fournies, de plus, il ne précise pas que les soumissionnaires ont jusqu'à l'attribution pour fournir les pièces manquantes.</p> <p>La date de souscription inscrite au contrat est postérieure à la date d'approbation du marché.</p> <p>La date de notification mentionnée dans le contrat n'est pas la date de notification du marché mais plutôt celle de la notification d'attribution provisoire. La date de notification du marché à inscrire sur le contrat doit être relevée de la fiche d'immatriculation délivrée par la DCMP</p> <p>Les contrats ne sont ni enregistrés ni immatriculés en violation des dispositions des articles 85 du CMP et 424 du Code Général des Impôts.</p> <p>Les bordereaux de livraison, les factures, les pièces de règlement, les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier.</p>
--	--

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 85 du CMP et 460 du CGI.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

A Monsieur le Directeur Général
de la Radio Télévision Sénégalaise
(RTS)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé



PAS DE REPONSE